REPUBLIQUE FRANÇAISE — 3me CIRCONSCRIPTION ELECTORALE

1er, 3me et 6me Cantons de Rouen et Canton de Sotteville-lès-Rouen

Élections des Députés à l'Assemblée Nationale - SCRUTIN du 18 NOVEMBRE 1962

Marcel BILLARD

Maire d'Oissel - Président de l'Association Amicale des Maires de la Région Rouennaise

Chères Electrices et Chers Electeurs,

Le 18 novembre 1962, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Cet acte est très important pour vous.

Je comprends votre hésitation car, moi aussi, à chaque élection, j'ai dû réfléchir longuement : cet acte est toujours lourd de conséquences pour celui qui l'accomplit.

Votre vie et celle des vôtres, votre bonheur, celui des vôtres et de vos amis, sont liés directement aux décisions que prendra le représentant que vous aurez désigné.

Aussi, je pense qu'avant d'accomplir cet acte, il vous est indispensable d'avoir un certain nombre de renseignements sur celui qui sollicite l'honneur d'avoir votre confiance.

Il vous est également indispensable de connaître ses intentions au cas où il serait élu, car les décisions qu'il aura à prendre seront lourdes de conséquences, pour vous, puisque votre avenir en dépend.

Vous pouvez d'abord vous demander pourquoi je sollicite votre confiance, pourquoi je vous demande de bien vouloir me désigner pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Je dois vous dire que, dès la dissolution de la Chambre par M. de Gaulle, de nombreux amis d'horizons divers, se sont entretenus avec moi de la situation qui était faite au pays.

Après de longs et sérieux échanges de vues, ces amis m'ont conseillé de poser ma candidature. J'ai longtemps hésité, car j'ai conscience de la lourde responsabilité que représente la charge de Député.

Après avoir fait, en commun, l'examen de la situation intérieure et extérieure du pays, après avoir fait le bilan des connaissances et de l'expérience que j'ai acquises depuis 18 ans que je suis à la tête de la Municipalité d'Oissel, après avoir mûrement réfléchi, j'ai répondu favorablement à l'invitation qui m'était faite, et j'ai décidé de solliciter vos suffrages.

En 1944, le Comité de Libération de la Ville d'Oissel m'a désigné comme Maire provisoire, et depuis, à toutes les élections qui ont eu lieu, j'ai continué à avoir la confiance de mes Administrés, puisque cela fait 18 ans que je suis à la tête de l'Administration Municipale.

A la Libération, j'ai pris, en tant que Maire, une ville sinistrée à 50 %, et après de rudes efforts et de très longues journées passées au service de la Ville, j'ai fait d'Oissel, avec le concours de mes Conseillers Municipaux et d'un personnel d'élite, la Ville coquette, la Ville accueillante, la Cité des Fleurs, la Ville où il fait bon vivre, que beaucoup d'entre vous connaissent et apprécient.

La lutte a été dure, très dure, et plus particulièrement ces quatre dernières années pendant lesquelles l'Etat n'a absolument rien fait pour aider les Maires à réaliser les travaux dont leur ville avait un besoin urgent. On peut même dire que tout a été compliqué à loisir dans tous les Ministères. L'inertie et la carence des gens en place a créé de plus en plus de difficultés aux administrateurs municipaux.

Il faudrait de nombreuses pages pour pouvoir vous expliquer la mauvaise volonté dont l'Etat fait preuve à l'égard de ceux qui ont la très lourde charge de gérer les villes et communes de France.

Pour ne citer que deux faits parmi de nombreux autres, je dois vous dire que j'ai écrit et téléphoné de nombreuses fois, et je me suis rendu moi-même au Ministère de l'Intérieur afin qu'une audience soit accordée par le Ministre, au Bureau de l'Association Amicale des Maires que j'ai l'honneur de présider.

J'ai été reçu par le Directeur de Cabinet du Ministre et malgré toutes les promesses faites, jamais nous n'avons pu obtenir l'audience demandée.

D'autre part, j'ai dû, dans l'espace de deux mois, me rendre sept fois à Paris dans les services du Ministère de l'Education Nationale, pour faire enfin approuver le projet du Collège d'Enseignement Général que nous construisons actuellement.

Sans cette ténacité et cette volonté d'aboutir, je n'aurais rien obtenu, tellement sont grandes la carence et la mauvaise volonté de l'Etat.

Nos journées d'administrateurs municipaux sont parfois très longues et très pénibles, mais les satisfactions que nous en retirons sont grandes, quand on sait que l'on a œuvré pour le bien de ses semblables, et que ceux-ci, sans aucune réserve, vous maintiennent leur confiance.

Ceci dit, je m'engage formellement, si vous m'accordez votre confiance, à me battre avec ténacité et avec la volonté d'aboutir, sur les points essentiels du programme suivant que je vous soumets :

LA PAIX

La guerre étant la pire des choses qui puisse arriver à l'Humanité, il faut, dès qu'un nouveau Gouvernement sera formé, que la France prenne la tête d'une action efficace et permanente, en vue d'un **désarmement général, total, contrôlé et simultané.**

Toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté, quelle que soit leur tendance spirituelle, veulent la Paix.

En s'appuyant sur cette volonté de paix, il est possible à un Gouvernement Français de promouvoir un immense mouvement mondial en faveur de celle-ci, et c'est à cela que je m'attacherai très particulièrement, si je suis élu.

Il faut absolument apprendre aux hommes de toute la terre à mieux se connaître, à s'estimer, à s'aider et à s'aimer.

Le Gouvernement n'a pratiquement rien fait dans ce sens, et c'est une lacune qu'il faut combler très rapidement.

Je demanderai la réduction des crédits accordés à l'armée, afin que ceux-ci soient réservés à notre jeunesse, pour lui permettre de longs séjours dans tous les pays étrangers qui voudront bien la recevoir ; réciproquement, nous recevrons la jeunesse de ces mêmes pays.

Je suis persuadé que lorsque tous les jeunes gens du monde se connaîtront mieux, les dangers de guerre s'éloigneront pour disparaître à jamais.

LES ANCIENS ET LES DÉSHÉRITÉS

Toutes les Françaises et tous les Français frappés par l'âge, l'invalidité, la maladie, doivent avoir un revenu leur **permettant de vivre avec aisance.** Ils ne doivent plus connaître la misère, la faim et le froid, comme c'est le cas actuellement.

Il est bien entendu que ce revenu doit être indexé sur le coût de la vie, comme le salaire minimum vital.

M. de Gaulle a oublié que la Grandeur de la France ne consiste pas à distribuer nos milliards, sans aucun contrôle, à tous ceux qui font appel à nous, mais elle consiste d'abord, « La Grandeur de la France », à donner la possibilité de vivre dignement et convenablement à tous ceux qui, par leur travail et leurs sacrifices, ont fait la France.

Il ne devrait pas oublier que parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui ont versé leur sang sur les champs de bataille pour défendre notre pays.

Tout le monde se demande comment peuvent faire nos anciens pour vivre avec 110 NF par mois (c'est l'aumône donnée par le Gouvernement). Ce n'est pas tout de se pencher sur la misère de nos concitoyens, il faut, sans délai, leur donner un revenu qui leur permettra de vivre dignement.

Il faudra également se pencher immédiatement sur le cas des femmes qui, brutalement, connaissent le malheur en perdant leur époux, et de ce fait, le revenu que celui-ci apportait au foyer.

C'est au moment où ces femmes se trouvent dans la situation la plus tragique que, non seulement **l'Etat ne leur vient pas en aide, mais que la Sécurité Sociale leur est supprimée.**

Il faut que, dès demain, la femme seule, avec ou sans enfants, soit, si sa situation l'impose, immédiatement aidée par l'Etat.

Le masque de la misère et de la détresse que portent beaucoup de nos concitoyens et concitoyennes doit disparaître à tout jamais.

Financièrement, nous savons que tout cela est possible, sans augmenter les charges de chacun.

N'oubliez pas, Chères Electrices et Chers Electeurs, que la France est l'un des pays les plus beaux et les plus riches du monde, et plus que tout autre pays, peut apporter la sécurité de vivre, d'où découlent le bonheur et la joie de tous.

SALAIRES

J'interviendrai pour que l'injustice sociale qu'est l'abattement de zone soit supprimée sans délai.

J'interviendrai également pour que les salaires insuffisants soient relevés dans l'immédiat, afin que tous les travailleurs soient en mesure de bénéficier d'un traitement qui leur permettra de consommer la part de production nationale qui leur est due.

Cette question des salaires est liée aux structures économiques de notre Pays.

La production est faite pour être consommée et non pour être stockée et détruite.

J'attire votre attention sur le fait que, d'un côté, nous avons la production, et de l'autre la consommation.

La monnaie ayant été créée pour faire passer la production à la consommation, nous constatons amèrement que si nous sommes capables de produire ce dont tous les hommes ont besoin, nous sommes incapables de faire passer cette production à la consommation.

La monnaie ayant été créée pour permettre de réaliser cette opération, cette dernière ne s'effectuant plus dans des conditions normales, nous sommes dans l'obligation de conclure que la monnaie ne remplit plus le rôle pour lequel elle a été créée. Il faut donc que la nouvelle Chambre des Députés se penche sur cette importante question, et qu'immédiatement, une solution soit apportée en **créant un système financier adapté à la producton moderne.**

Il est inadmissible de voir nos usines tourner au ralenti ou stocker leur production. Il est inadmissible de voir, périodiquement, détruire des richesses en rejetant à la mer des produits de consommation et en détruisant d'autres produits fournis par notre sol national, pendant que des millions d'êtres humains meurent de faim chaque jour.

Au siècle de l'atome, il est révoltant de voir que notre système économique et financier est resté celui qu'il était il y a plusieurs siècles. Il est regrettable que M. de Gaulle et ses amis qui, eux, profitent de toutes nos richesses, soient incapables de se pencher sur le problème Production-Consommation, qui est de plus en plus à l'ordre du jour.

J'attire votre attention sur le fait que la situation économique de notre pays, quoiqu'en disent les hommes en place, est loin d'être prospère. Un nombre important de nos usines ont un cahier de commandes qui est loin de correspondre à leurs possibilités de production.

Les stocks augmentent dans les usines, chez les Grossistes, dans les magasins de détail. L'écoulement des produits fabriqués ralentit de jour en jour, du fait que le pouvoir d'achat des Français ne suit pas le rythme de la production. Les signes avant-coureurs d'une crise économique importante apparaissent à beaucoup de stades de notre économie. Tous les organismes chargés de l'écoulement de la production nationale sont vivement inquiets. Ils le sont d'autant plus qu'ils savent que le gouvernement se désintéresse du grave problème de l'écoulement de notre production nationale.

Je ne suis pas le seul à être soucieux pour les mois à venir, persuadé que la situation économique de notre pays sera, si rien n'a été fait en temps, la cause d'un mécontentement général qui engendrera de sérieux troubles parmi la population.

Il est inadmissible qu'un pays de 45 millions d'habitants soit livré au bon vouloir, à la carence et à l'indifférence de quelques Hauts Fonctionnaires du Ministère des Finances.

LOGEMENTS

Après avoir développé les trois points qui sont parmi les plus urgents, j'indique que je prends l'engagement d'intervenir afin que des crédits très importants soient débloqués pour qu'un programme de constructions permette, dans un **délai très court, de mettre à la disposition de tous ceux qui en réclament, des logements sains et confortables d'un prix accessible à toutes les bourses.**

ECOLES

J'interviendrai afin que des crédits importants et des réformes administratives également importantes permettent de construire rapidement des écoles, des Collèges d'enseignement général et des établissements d'enseignement secondaire, afin que toute notre jeunesse, sans exception, puisse profiter de cette richesse indispensable à la vie qu'est l'instruction.

Il est anormal que, par suite de manque de locaux et d'Instituteurs, l'école laïque, école de l'Etat, soit incapable d'absorber la totalité des élèves qui désirent profiter de son enseignement.

J'estime que plus les hommes seront instruits, plus la marche vers une Société meilleure sera rapide, et plus chacun pourra vivre pleinement sa vie. Je m'engage donc à faire le maximum afin que tous les problèmes scolaires en cours soient solutionnés au mieux des intérêts de notre jeunesse.

STADES

Des crédits importants doivent être réservés à la construction des stades, afin de permettre l'épanouissement physique total de notre jeunesse.

Tout doit être mis en œuvre pour que nos jeunes puissent occuper leurs loisirs sur des stades dont l'équipement permettra la pratique des sports de leur choix.

Notre pays est totalement sous-équipé en matière de stades et, une fois de plus, avec regret, nous constatons que, comme pour les écoles, l'Etat n'a rien fait dans ce domaine.

CHOMAGE

Il est anormal qu'un travailleur, quel qu'il soit, devienne la victime innocente d'une situation économique.

Si la production ne peut absorber l'ensemble des travailleurs, l'âge de la scolarité doit être augmenté, et l'âge de la retraite avancé.

Des mesures doivent être prises pour assurer à chacun son droit au travail, tenu compte que c'est celui-ci qui assure le revenu familial,

ALLOCATIONS FAMILIALES

Celles-ci doivent être calculées de telle façon qu'elles permettent aux parents d'élever dignement leurs enfants.

REFORMES ADMINISTRATIVES

La complication des rouages de l'Etat est telle qu'elle paralyse les activités essentielles du pays. Une réforme complète s'impose.

Les Français de toutes les classes ne veulent plus être victimes de la paperasserie comme ils le sont actuellement.

Beaucoup de questions vous intéressant très certainement restent à traiter. La place manquant, je termine l'exposé succinct que je viens de faire en vous affirmant que si vous m'accordez votre confiance, je mettrai tout en œuvre, afin que vous ne soyez pas un seul instant déçus.

Les Rouennais doivent savoir que si j'étais élu, je serais le porte-parole de l'ensemble de la troisième circonscription.

Maire d'une Ville située à l'extrémité de celle-ci, je peux prétendre, par mes attaches familiales et par mon passé, être qualifié pour défendre les intérêts des Electeurs domiciliés dans les cantons de Rouen, aussi bien que ceux domiciliés dans le canton de Sotteville-lès-Rouen.

Ma famille est originaire de Rouen depuis les temps les plus reculés. Sans aller trop loin dans le temps, j'indique que je suis un des Arrière-Petit-Fils du Docteur Pierre-Brutus BILLARD, ancien Chirurgien des Hôpitaux de Rouen, élève de Flaubert, et ancien Président de la Commission des Hospices de Rouen, et Arrière-Petit-Fils également de Maître Henri-Robert BAROCHE, Avocat, ancien Adjoint au Maire de Rouen, ancien Président de la Société d'Horticulture de la Seine-Maritime.

Je suis moi-même ancien élève de l'Ecole Pouchet de Rouen et de l'Ecole pratique d'Industrie de Rouen. Connaissant tous les problèmes qui intéressent l'ensemble de la troisième circonscription, je suis persuadé que je réunis les conditions qui me permettent de solliciter vos suffrages, ce que je fais en connaissance de cause.

Mon suppléant et ami, **M. Léon TISSIER,** Promoteur de la Campagne Nationale en faveur des Anciens, Membre du Comité-Directeur du mouvement en faveur de l'Abondance, est particulièrement connu pour les études très approfondies qu'il a faites sur les questions économiques qui vous intéressent tous au plus haut point.

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Je pense vous avoir fourni un certain nombre d'éléments qui vous permettront de prendre la grave décision qu'impose le choix d'un Représentant à l'Assemblée Nationale.

Vu : LES CANDIDATS.

IMP. FÉRÉ - MAROMME